



# l'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Cette publication continue

**LA VÉRITÉ  
DES TRAVAILLEURS**

## DE GAULLE CONTRE LES OUVRIERS

Après le gaullisme « libéral », c'est maintenant, la guerre d'Algérie conclue, l'assise du régime élargie dans la bourgeoisie, un autre gaullisme que nous allons connaître. Personne ne peut penser que l'utilisation de soldats pour remplacer les grévistes des autobus parisiens est accidentelle. Mais d'autres mesures indiquent bien que le général-président n'entend pas en rester là. La réquisition des agents de lycée qui menaçaient de faire grève sont un autre remoiement.

Mais il est des faits qui, pour être moins connus, n'en sont pas moins révélateurs. La police vient de convoquer le gérant de notre journal et de lui poser toutes sortes de questions sur notre organisation, ses dirigeants, ses forces. Inutile de dire que notre camarade n'avait rien à dire à ces Messieurs.

A Nanterre, la police emmène au poste de jeunes militants chrétiens, et les retient de longues heures, parce qu'ils s'évertuent à faire œuvre de solidarité avec les travailleurs algériens. A Massy, la police prétend obtenir la liste des participants à un cours d'alphabétisation organisé encore par des militants chrétiens pour des Algériens. Et dans ces deux cas, il s'agit de camarades travaillant avec l'Amicale des Algériens en France.

Tout ceci n'est que la préparation d'une entreprise beaucoup plus vaste.

De quoi s'agit-il donc? De Gaulle a montré au cours des dernières élections qu'il avait réussi à désagréger la base électorale des partis bourgeois traditionnels. Par contre les rangs ouvriers se sont resserrés, la S.F.I.O. électoralement ramenée à son influence véritable dans la classe ouvrière, et le P.C.F. gardant autour de lui les électeurs qui lui sont restés fidèles après la défaite de juin 1958, se sont retrouvés ensemble dans l'opposition au régime. Or, l'audience gagnée par le gaullisme dans de larges couches de la moyenne et petite bourgeoisie française, résisterait mal à une situation politique et économique détériorée. Et la politique de grandeur, n'empêche que les nuages s'amoncellent. C'est la stagnation économique qui menace la France et ses alliés capitalistes, c'est simultanément la menace sur le plein-emploi dus à l'afflux vers les entreprises, à la fois, de jeunes soldats démobilisés, l'arrivée à l'âge adulte de plus nombreux jeunes, un grand nombre de Pieds-Noirs difficilement recasables et encore de paysans évincés des terres par les mesures de restructuration de la campagne. Or, de Gaulle, pour le poser en d'autres termes, sait comme nous que le mécontentement de ces couches pourrait être — Pieds-Noirs mis à part — polarisés par le mouvement ouvrier dès lors que celui-ci sortirait de son parlementarisme.

C'est un risque qu'il veut éviter. Il ne veut pas tenter un écrasement de la classe ouvrière et de ses organisations, car il n'a nul besoin de telles mesures. Il se trouve face à une classe ouvrière sans ressort politique ou presque, qui n'est pas encore en état de surmonter les défaites de ces vingt dernières années, il lui est donc inutile et il serait périlleux de la pousser dans ses derniers retranchements. Mais l'objectif pour être plus subtil, moins brutal, n'en est pas moins dangereux pour le prolétariat.

La S.F.I.O. et le P.C.F., certes pour des raisons différentes, trouvaient au Parlement le pivot de leur politique. Les en voici privés, réduits à ne pouvoir se targuer d'aucune mesure de ce parlement. Et de Gaulle va tenter de briser toute velléité de mouvement extra-parlementaire en ripostant avec sévérité à toute action de militants ou de groupements d'avant-garde. Voilà le sens des enquêtes entreprises. Il s'agit de préparer une répression contre la petite aile d'extrême-gauche du mouvement ouvrier, afin qu'elle ne fasse pas pression pour une action plus résolue sur les gros bataillons prolétariens, afin également de confiner les directions reconnues de la classe ouvrière française dans leur actuel légalisme, sous la crainte des foudres du pouvoir.

Il y a également un autre volet à la politique anti-ouvrière de de Gaulle. Il s'agit de réduire les syndicats à l'état d'intermédiaire entre le pouvoir et la classe ouvrière. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les accords Renault, dont une des conditions étaient la renonciation non seulement à toute agitation, mais même toute information aux ouvriers durant la période de négociation. De Gaulle veut amener les syndicats à n'être que des interlocuteurs valables et, pour ce faire, accepte, provoque même la discussion avec les syndicats, C.G.T. comprise.

L'objectif est l'intégration des syndicats dans le système. Et il se trouve encore de pompeux ignorants qui prêchent une participation plus large des socialistes aux centres de décisions économiques. Il faut que ce soit Force Ouvrière qui, indirectement, leur apporte une réponse correcte.

Voilà la politique ouvrière du gaullisme. Elle veut transformer les partis ouvriers en clubs de discussion, incapables de mobiliser les masses. Et si elle veut préserver les syndicats, ce n'est que comme moyen de transmission.

Une des voies de cette politique risque fort d'être d'abord la répression des petites organisations. Et puis l'attaque plus ouverte du mouvement ouvrier au moyen notamment de groupes de chocs de type fasciste. Malgré cela, ce serait sans doute verser dans les vœux pieux que d'espérer que le P.C.F. ou la S.F.I.O. comprennent que la défense des petits groupes, de militants isolés sera leur propre et préventive défense. Et nous ne compterons pas trop sur de tels supporteurs si les menaces du pouvoir se précisent.

Par contre, dans les entreprises, tous les militants syndicaux peuvent expliquer ce qu'est la combinaison de sucre et de bâton que de Gaulle destine à la classe ouvrière. Ces militants peuvent aussi montrer qu'aucune manœuvre d'intimidation, d'intégration, qu'elle vienne du gouvernement ou des patrons, ne doit rester sans riposte vigoureuse. Ce ne sont que de telles luttes, même si les premières sont vaincues qui montreront à l'ensemble de la classe ouvrière, le fond d'une politique qui tend à la désagrégation du mouvement ouvrier. Et chaque militant doit être rendu conscient que le refus d'un tel combat ne pourrait signifier que l'approfondissement de la défaite de 1958.

Lucien COLLONGES.

**ABONNEMENT**

1 an : 10 NF  
Sous pli fermé : 15 NF  
De soutien : 20 NF  
C.C.P. l'Internationale  
19 591-39 Paris

Permanence  
du Parti Communiste  
Internationaliste  
64, rue de Richelieu  
Paris (2<sup>e</sup>)  
Tél. : RIC. 03-52  
de 17 h. à 18 h. 30  
Samedi de 15 h. à 18 h.

Le gérant : G. DAVY  
Imp. « E.P. »  
232, rue de Charenton  
Paris-XII<sup>e</sup>